

# INFORMATIONS

comité régional midi-pyrénées



BOURSE DU TRAVAIL : 19, PLACE SAINT-SERNIN - 31070 TOULOUSE CEDEX -

N° 86 NOVEMBRE 1992.

## **ENGAGER NOS SYNDIQUES POUR:**

° **DEBATTRE, DECIDER, RASSEMBLER LE PLUS GRAND NOMBRE, POUR AGIR.**

° **GAGNER LE VOTE, LE FINANCEMENT DES PRUD'HOMMES DU 9 DECEMBRE.**

° **COLLECTER LES COTISATIONS, ENGAGER EN GRAND LA REMISE DU FNI 93.**

### EDITO

- DEBATTRE, DECIDER, AGIR  
ENGAGER EN GRAND LA CAMPAGNE  
PRUD'HOMALES.

### EMPLOI

- AERO, des choix à inverser.
- ENERGIE.
- VOEUX au C.E.S.R.
- Train Express Régional  
( T.E.R. ).

### SPECIAL OPTIONS

#### MIDI-PYRENEES

### INSCRITS

#### PRUD'HOMALES

# ELUS ET GESTIONNAIRES DE COLLECTIVITES, TOURISTRA

*l'agence de voyages et de tourisme à votre service  
vous propose :*

**VACANCES 1993  
POUR VOS GROUPES**

Achetez à tarifs "Groupes"  
un programme d'un excellent  
rapport qualité/prix pour  
vos ressortissants :

- en France, des séjours  
en villages de vacances  
avec animation.

- des voyages à l'étranger

(villages ou circuits). Départs toute l'année 1993

(y compris aux vacances scolaires)

Réductions pour les enfants.

**Prenez contact avec le Département  
Commercial Groupes TOURISTRA  
au : (16-1) 48.24.44.44**

**Demandez  
notre catalogue  
GROUPES !**

**DES INVESTISSEMENTS**

Investissez dans  
l'immobilier de vacances  
en France en souscrivant des

lits dans des villages de vacances en  
formule pension complète ou gîtes :

BORMES-LES-MIMOSAS - BALARUC-LES-BAINS  
CHAMONIX - ILE de RE - LE MONT-DORE - MORZINE  
PRAPOUTEL/LES SEPT-LAUX - SERRE CHEVALIER  
LES ISSAMBRES - SAINT BON/COURCHEVEL

**Prenez contact avec le Département  
Gestion/Développement du Patrimoine  
de TOURISTRA au : (16-1) 48.24.44.44.**



**PARTENAIRE EXCLUSIF DE L'ASSOCIATION ANCAV T.T.**  
**venez nous voir au 126, rue La Fayette, Paris 10e**  
**ou écrivez-nous à TOURISTRA - B.P. 112 - 75463 PARIS CEDEX 10.**

# EDITO

## DEBATTRE - DECIDER - AGIR ENGAGER EN GRAND LA CAMPAGNE PRUD'HOMALE

Massivement les salariés sont confrontés aujourd'hui à une agression sans précédent.

Tout le monde est touché, pas toujours et pas forcément de manière identique, mais le constat est là, personne n'échappe à la crise et les perspectives sont encore bien sombres: accroissement du chômage, baisse de la consommation, dégradation du niveau de vie, du niveau de protection sociale, etc...

4 millions d'hommes et de femmes privés d'emploi au plan national, 130 000 en Midi-Pyrénées... C'est par milliers maintenant que tombent les suppressions d'emplois... armement, sidérurgie, chimie, métallurgie, textile, agro-alimentaire, construction etc... Nul n'est épargné dans cette frénésie d'ajustement et de casse de l'emploi.

Cette situation est très grave et préoccupante au plus haut point. Dire que les gens sont mécontents aujourd'hui est certainement un euphémisme!... C'est plutôt d'exaspération et de colère dont il faut parler pour caractériser l'état d'esprit général des salariés. Ce n'est pas pour autant que

l'action se développera spontanément.

Dans une telle situation, le rôle d'une organisation syndicale de lutte est de tout faire pour mettre l'action en débat, d'impulser cette action décidée par les salariés, de coordonner les luttes en cours et celles à venir...

C'est pourquoi le CCN de la C.G.T. des 21 et 22 octobre a décidé de lancer un appel aux salariés pour débattre de l'action sur tous les lieux de travail, à partir des revendications. Dans cet appel, la C.G.T. propose de marquer cette activité revendicative, de développer et de faire converger les luttes autour de la semaine du 16 au 21 Novembre, avec un temps fort national de grèves et de manifestations le JEUDI 19 NOVEMBRE.

Ce que nous visons s'est rassembler le plus grand nombre, quelle qu'en soit la forme.

"Le temps fort" du 19 Novembre (et non "journée nationale d'action") ne doit être perçu comme une fin, un aboutissement, ni même un objectif. Il doit marquer au

contraire une étape pour élever le niveau de l'action, coordonner et impulser les luttes.

En pleine campagne pour les élections prud'homales, il faut "dynamiser" toutes les forces de la C.G.T. sur le terrain, avec l'appel du CCN pour débattre, décider et agir. C'est la meilleure image que l'on puisse donner du syndicalisme et la meilleure campagne pour les élections.

Ceci dit l'enjeu des prud'homales est de taille et l'on ne peut aborder cette période comme un épisode plus ou moins banal de notre vie syndicale.

D'une manière générale, la campagne des prud'homales constitue un test grandeur nature sur la mise en oeuvre de notre pratique syndicale nouvelle.

Nous avons à gagner en grand au vote C.G.T., il nous faut le faire avec un formidable engagement de toutes nos organisations entraînant, responsables en tête, le plus grand nombre de syndiqués.

Il nous faut aller davantage et mieux à la rencontre des salariés, là où ils se trouvent, dans les entreprises où nous existons et auprès des salariés des entreprises inorganisées. Notre campagne doit se faire dans le réel, le concret, à partir du terrain et du vécu des salariés.

Les candidats et candidates en Midi-Pyrénées doivent être utilisés pour aller à la rencontre des salariés.

Il ne faut pas oublier, dans tout cela, la bataille financière quand on sait ce que

cela va coûter et les difficultés des organisations de la CGT dans ce domaine. Ne pas perdre de vue que collecter des fonds, c'est-à-dire se donner les moyens de notre campagne, c'est aussi gagner des votes C.G.T.

Enfin, nous ne devons pas relâcher d'un pouce les efforts entrepris sur la syndicalisation. Tout doit être mené de pair et doit s'imbriquer de manière naturelle.

Le débat sur le renouveau du syndicalisme avec "l'ADRESSE AUX SALARIES" reste le pivot de cette période.

On peut, à la fois, mener une campagne dynamique avec la participation des syndiqués, débattre sur le renouveau du syndicalisme, renforcer la C.G.T. et préparer le placement du FNI pour 1993, à la condition de bien prendre la mesure des enjeux et d'être tous des acteurs vraiment engagés.

JULIEN Sylvain.  
Secrétaire Général UD du  
TARN.

## **DES CHOIX A INVERSER**

**POUR REpondre AUX BESOINS:**

**LES PROPOSITIONS A DEBATTRE  
POUR SE RASSEMBLER ET AGIR ENSEMBLE**

Le 27 Octobre, dans un des trois établissements toulousains de l'Aérospatiale, 2 000 salariés de cette entreprise ont participé à une Assemblée Générale répondant ainsi à l'appel de presque toutes les organisations syndicales. Le même jour, près de 9 000 en avaient fait de même sur l'ensemble de cette société. Pour qui connaît le contexte de cette entreprise (politique patronale, contexte unitaire, composition sociale...), c'est loin d'être chose banale.

Au coeur de toutes ces initiatives d'action, une question revient avec force: l'emploi et son développement pour répondre tout à la fois aux besoins des hommes et aux ambitions que nous avons pour la construction aéronautique et spatiale française, fleuron de notre industrie.

Les enjeux sont considérables. En effet, tout montre qu'un développement conséquent de l'emploi qualifié est à l'ordre du jour.

### **QUELS SONT CES BESOINS ?**

Dans le domaine civil, l'essentiel des programmes tournent autour des différents types d'Airbus dont le tout dernier modèle, le 330, vient d'effectuer avec succès, le premier vol ces derniers jours. Sur les 1825 appareils commandés fermes à ce jour, 902 restent encore à fabriquer. Ce sont, presque 5 années de travail. Existe-t-il une autre entreprise en capacité d'afficher un tel carnet de commandes ?

Pour ce qui est de l'avenir immédiat, l'Association Internationale des Transports Aériens (I.A.T.A.), prévoit une augmentation annuelle du trafic aérien entre 92 et 96 de 7, 4% pour les passagers et de 6,9 % pour le fret.

Les utilisateurs, les "clients" potentiels, ce sont eux, les transporteurs, et à ce titre, c'est quand même eux, les mieux placés pour faire la démonstration que les besoins en avions civils? sont bien réels.

### **LE MILITAIRE.**

Pour ce qui est du militaire, malgré les changements intervenus dans le monde et malgré une idée fausement répandue, c'est la poursuite du surarmement et avec 197,9 mlds de francs, le budget 93 est sensiblement du même niveau que ceux des années précédentes. La très légère baisse, en tout cas, ne justifie pas les prétextes à suppressions d'emplois. Les crédits de l'avion Rafale par exemple, nécessaire à notre défense nationale ne correspondent pas, à ce qui avait été prévu à l'origine.

Mais en tout état de cause, les projets de diversification vers le civil sont vastes, d'autant que 90% des entreprises d'armement ont une activité civile utilisant les mêmes recherches et les mêmes technologies. On pense par exemple à des projets de radar par le Groupe Thomson. Autre piste: alors que GIAT Industrie supprime des emplois, l'Aérospatiale a totalement délaissé des activités comme le tournage et le fraisage jugés non stratégiques, pour ne conserver, ce qu'ils nomment "une veille technologique" (un peu comme on veillerait un mort en quelque sorte). N'y a-t-il pas là des coopérations possibles favorisant la diversification des activités militaires, des coopérations en particulier dans l'électronique, la machine outil ou la mécanique susceptibles d'intéresser diverses industries de Midi-Pyrénées?

Les choix actuels du gouvernement et des industriels sont manifestement inspirés d'orientations inverses. Les choix officiels conduisent ainsi à envisager froidement la suppression de plus de 30 000 emplois dans cette branche, dans les trois années à venir. Cela donne une situation très préoccupante dans notre région, particulièrement dans les PME.PMI, sous-traitants équipementiers ou fournisseurs de l'Aéro. Partout prolifèrent, la précarité, la flexibilité, le chômage partiel et des centaines de suppressions d'emplois. Sur le seul département de la Haute-Garonne, on a connaissance de près d'un millier depuis les derniers congés, mais ce chiffre évolue pratiquement tous les jours.

N'y a-t-il vraiment pas mieux à faire que cet immense gâchis humain, social, économique et financier, alors que des besoins existent en France, en Europe et dans le monde.

### DES PROPOSITIONS A DEBATTRE.

Nous avons à la C.G.T. des propositions, elles sont loin d'être exhaustives, elles ne sont pas non plus notre propriété, c'est aux salariés d'en débattre.

Mais, pour notre part, nous ne craignons pas de dire que, non seulement il ne faut pas licencier, mais il faut au contraire créer des emplois stables qualifiés et bien rémunérés. Mais oui, c'est possible !

A Toulouse par exemple, à l'Aérospatiale, on fait des heures supplémentaires, si on les supprime: 200 emplois, si on abaisse à 35 h le temps de travail en compensant les salaires: 450 emplois. Si on répond à la très forte revendication de départ dès l'âge de 55 ans: 1 050 emplois en 93. C'est donc par ces trois mesures 1 700 emplois directs que l'on peut créer dans une seule entreprise. Combien dans la vôtre? dans votre atelier, votre bureau? Combien ces emplois en génèrent-ils d'autres?

Répondre aux besoins du transport civil c'est:

\*Assembler tous les Airbus à Toulouse, Site que l'on a spécialisé pour cela,

\*Rapatrier les sous-traitances, celles confiées à l'étranger sur les parts françaises.

\*Il faut lancer l'avion de 100 places et ne pas laisser ce terrain à l'Allemagne qui pour ce faire vient de racheter le hollandais FOKER.

\*Il faut pousser les études sur le supersonique de 2ème génération avec des coopérations plus larges.

\*Il faut surtout NE PAS ARRÊTER HERMES, l'avion spatial, parce que d'abord, neuf ans d'études seraient ainsi jetées au panier, mais essentiellement parce que là, se joue l'avenir même de cette industrie, les techniques, les emplois de demain en plus de la maîtrise de l'homme dans l'espace, c'est-à-dire notre propre indépendance dans ce domaine.

Voilà quelques propositions, il nous appartient de les mettre en débat pour que les salariés, les amendent, les enrichissent, les fassent leur. C'est ainsi que nous créerons les conditions pour:

### SE RASSEMBLER ET LUTTER ENSEMBLE.

De ce point de vue, à l'image de l'exemple que je citai en début du présent article, quelque chose est en train de changer dans la conscience et la mobilisation des salariés, une dynamique, un rapport de force nouveau est en voie de construction, sachons bien mesurer cela pour ne pas être en retard.

Ce mouvement doit s'amplifier encore, c'est ce à quoi correspondent les initiatives en cours, ou prévues le 7 Novembre à Paris avec les métallos de tout le pays, le 19 Novembre dans les départements avec toutes les professions et, c'est une nécessité débattre dès aujourd'hui, de l'après 19, dans l'aéronautique, dans les industries d'armement, dans les autres professions... pour des actions encore plus larges, plus unitaires, capables d'inverser les choix actuels.

**UNE LUTTE A VIVRE**  
**POUR L'INDEPENDANCE ENERGETIQUE,**  
**POUR LA RELANCE INDUSTRIELLE**  
**UNE CENTRALE THEMIQUE DE 600 MW**  
**DANS NOTRE DEPARTEMENT, LE TARN**

*Pour une véritable relance Socio-Economique de notre département et de notre région, la CGT propose le projet de construction d'une Centrale EDF de 600 MW au charbon.*

*Ce projet a été soumis à la direction EDF et aux pouvoirs publics qui n'ont pas nié sa faisabilité. Alors, allons de l'avant !*

*La construction d'une Centrale EDF de 600 MW (600 millions de Watts) charbon. POURQUOI ?*

- \* tous d'abord pour le développement de l'emploi industriel en Midi-Pyrénées.*
- \* nos besoins énergétiques sont de plus en plus importants et les centrales nucléaires actuelles ne suffiront pas pour faire face à notre consommation à l'horizon 2000.*
- \* notre mission de service public est de répondre à l'attente des usagers.*
- \* répondre à des besoins croissants de confort de la population.*
- \* Etre une entreprise de pointe, c'est se préparer à la relance industrielle et donner à notre pays les moyens d'une indépendance énergétique.*
- \* ne pas laisser la direction d'EDF mettre en place sur notre région, comme elle en a l'intention, deux centrales de 300 MW consommant du fuel...(le site de Verfeil est avancé. Cette centrale ne créerait que deux emplois).*
- \* pour diversifier nos sources de production, le charbon est un moyen d'avenir.*

*Le Gouvernement et les directions EDF mettent en place un tarif "Bleu-Blanc-Rouge", qui conduit à facturer le KW/H, 22 jours de l'année les plus froids, à 4 francs au lieu de 65 centimes actuellement.*

*La population de notre pays ne peut accepter de telles directives arbitraires et ségrégatives pour les usagers. Nous devons exiger la construction des moyens de production nécessaires pour répondre aux besoins des gens et non pas augmenter les tarifs pour diminuer la consommation.*

La présence d'une Centrale sur notre région, au-delà de la fourniture d'électricité, contribue au développement des secteurs industriels et commerciaux, permet l'essor du département, de la région de notre pays.

**C'EST BON POUR LA CREATION D'EMPLOIS INDUSTRIELS STABLES** (bâtiment, métallurgie, génie civil...) pour la relance de notre économie, pour l'essor des collectivités locales grâce à l'apport de taxes professionnelles (écoles, crèches, loisirs...). La construction de cette centrale dans notre département enrayera immédiatement le plan de casse des Houillères du Carmausin, pérennise ces dernières, ainsi que la mine de Decazeville et le charbon français, les développant en leur donnant une mission nouvelle.

Ce ne sont pas que des mots, mais des emplois directs et induits se quantifiant par milliers (aujourd'hui le Tarn compte plus de 20 000 chômeurs).

La construction de la Centrale, **C'EST AUSSI BON POUR LE CHARBON.**

En 1991, la consommation de charbon dans notre pays était de 32 MT (millions de tonnes).

Seulement 1/3 provient de notre sous-sol. Alors que les chercheurs du bureau de recherches géologiques et minières indiquaient, il y a quelques années, que les capacités en minerai de notre sous-sol pouvaient faire face à plusieurs décennies d'exploitation, démontrent aussi que le charbon est une énergie propre et d'avenir.

**QUEL GACHIS !** La Découverte de **CARMAUX** sort environ 200 000 t/an, alors que la Centrale d'Albi en a consommé plus de 400 000 tonnes en 1991.

La construction d'une Centrale de 600 M/Watts implique : 500 emplois environ pendant 3 à 5 ans pour la réalisation de l'infrastructure (génie civil, bâtiment, métallurgie, équipement...).

**SITUATION ACTUELLE**

**PROPOSITIONS DIRECTIONS EDF/GDF  
GOUVERNEMENT**

	Production 1991	Emplois 1991
CDF	200 000 T/AN	600
EDF	CENTRALE ACTUELLE	123

	Production	Emplois
CDF	- de 200 000 tonnes/an	700
EDF	Centrale Turbine Gaz	180 à 200

**PROPOSITIONS C.G.T.  
CENTRALE 600 MW**

	Production	Emplois
CDF	600 000 T/An	700
EDF	Centrale 600 MW	180 à 200

**C'est bien la confirmation d'une amélioration de l'emploi dans le secteur public, ainsi que dans les entreprises de sous-traitants et l'artisanat.**

**De plus, l'acheminement du charbon effectué par la SNCF permettrait d'assurer un développement des transports publics par le réaménagement et la création de voies ferrées reliant les sites miniers aux lieux d'utilisation existants ou potentiels.**

**Par ailleurs, cela permettrait d'alimenter les ports et docks de nos côtes pour un transit efficace de nos produits en direction d'autres régions, grâce à des moyens de transports sûrs et confortables.**

**Le développement de tous ces secteurs industriels permettrait de satisfaire les besoins d'UNIVERSITE 2000.**

**Quel formidable outil de recherche pour l'Ingénierie de demain. Mais pour bâtir notre avenir digne de progrès, ne devons-nous pas répondre au "PRESENT".**

**Cela est plus qu'une nécessité, c'est VITAL.**

## **VOEU PROPOSE PAR LA C.G.T. AU BUREAU DU 9 NOVEMBRE 1992**

*Dans ces différents avis sur les transports régionaux, le C.E.S.R. a souvent mis l'accent sur leur importance pour la population de MIDI-PYRENEES et la nécessité de les développer, les moderniser. Aussi le bureau du C.E.S.R. réuni le 9/11/92, se félicite t-il de la décision de mettre en service dans notre région, en 1995, le train Express Régional.*

*Et cela d'autant plus, que MIDI-PYRENEES dispose des hommes, des entreprises, des savoir-faire pour fabriquer ces matériels, les entretenir en coopération avec d'autres sites nationaux.*

*C'est pourquoi dans l'appel d'offres qui est lancé, le bureau du C.E.S.R. réuni le 9/11/92, demande que la priorité soit accordée aux entreprises régionales compétentes, tel SBRF à BAGNERES, GEC.ALSTHOM à TARBES.*

*Ainsi le financement les fonds publics régionaux, seront mis au service de l'emploi et du développement régional, pour construire une région solidaire.*

# TRAIN EXPRESS REGIONAL (TER):

## A FINANCEMENT REGIONAL, DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ICI.

° 1995, le Train Express Régional sera en service.

° Quelles retombées pour les industries régionales, telles GEC. ALSTHOM Tarbes et SBRF. SOULE Bagnères.

*La SNCF et la Région Midi-Pyrénées ont décidé, une fois de plus, de s'associer dans le cadre de la réalisation de l'automoteur TER et de son financement.*

*Ce nouveau train, issu des avancées technologiques du TGV, intéresse également 6 autres régions.*

### **UN MARCHÉ IMPORTANT:**

Les besoins sont importants puisque Midi-Pyrénées envisage la fabrication de 30 rames et qu'il faudrait entre 150 et 200 rames pour satisfaire les 6 autres régions.

### **QUELLES RETOMBÉES RÉGIONALES ?**

Or, elle vient de décider, avec l'aval du Conseil Régional de lancer un appel d'offre européen, précisant même son choix, des firmes Allemandes et Italiennes. **UN COMBLE!**

**OU PASSE NOTRE ARGENT ?**

Les conseils régionaux, avec l'augmentation des impôts locaux, remplacent progressivement la SNCF et l'Etat.

Ils financent non seulement les équipements ferroviaires régionaux, cela sera le cas pour le TER, mais aussi une part importante des équipements pour le TGV.

La Région Midi-Pyrénées est en pointe dans ce domaine. Ainsi, 200 millions de francs ont été payés à la SNCF, par les contribuables de Midi-Pyrénées sur leurs impôts de 1985 à 1991.

Cette participation est doublée puisqu'elle passe à 400 millions de francs jusqu'en 1995.

### **DANS LE MEME TEMPS:**

*Les cheminots subissent des baisses d'effectifs, la SNCF abandonne le transport par rail des marchandises, réduit les services rendus au public, ferme des lignes, des gares, fait peser de lourdes menaces sur le parc entretien de Tarbes et de Lourdes, remet en cause le trafic pèlerins.*

**A FINANCEMENT REGIONAL,  
FABRICATION REGIONALE.**

Si l'on veut vraiment valoriser les atouts, les coopérations et l'emploi régional, la priorité doit être donnée aux entreprises régionales compétentes dans ce domaine, comme SOULE. SBRF à Bagnères et GEC ALSTHOM.

A deux reprises les organisations concernées se sont rencontrées avec l'Union Départementale des Hautes-Pyrénées et le Comité Régional ainsi que les Cheminots, avec comme objectif, comment cette situation peut s'insérer dans la bataille revendicative de chacun sur son propre terrain.

ALSTHOM a engagé une pétition, suivie d'un débrayage le 3 Novembre avec rassemblement devant la direction.

Qu'elle en est l'analyse du syndicat dans cette démarche pour la reconquête de l'emploi régional:

"...N'est-ce pas aussi, avoir des perspectives, afin de conforter l'emploi dans notre établissement. En ce qui nous concerne, c'est un des aspects essentiels de notre démarche.

S'engager dans ce sens, c'est avoir la volonté de le maintenir, mais aussi de le développer.

C'est donner des perspectives d'embauches à des jeunes ouvriers, employés, techniciens et c'est le contraire des pratiques prises contre les jeunes intérimaires.

Pourtant, nous sommes persuadés, et nous ne sommes pas les seuls, qu'il y a de la place et du travail pour eux dans notre établissement.

Un carnet de commandes qui avoisine les 45 milliards de francs, un plan de charge dans la division qui ne semble guère poser de difficultés, et malgré tout, la Division Traction, ne cesse

de vouloir casser. Que de contradictions!

L'embauche de jeunes, est aussi un aspect déterminant pour le devenir de l'usine de Tarbes, de par son vieillissement, de la moyenne d'âge de son personnel.

Pourquoi la direction, s'obstine-t-elle également à ne pas vouloir mettre en place un système de pré-retraite à 55 ans, avec 80 % du salaire, basé sur le volontariat, avec embauche équivalente.

Pourquoi ne pas envisager, dans la même optique et après consultation du personnel, la mise en place d'une retraite à mi-temps.

Oui, la survie de notre Etablissement, face aussi aux évolutions technologiques? **PASSE PAR L'EMBAUCHE DE JEUNES QUALIFIES ET BIEN REMUNERES SANS BIEN SUR FAIRE L'IMPASSE SUR LA FORMATION.**

Bien rémunérés et cela concerne tous les salariés, car les salariés ont largement perdu de leur pouvoir d'achat, ce qui pose avec force la revalorisation de ceux-ci, et notamment des minis et ce d'autant plus que pour 1992, aucun accord salarial n'a été signé, ce qui montre bien que la politique salariale de la Direction Générale ne correspond pas du tout..."

**BARCELONE, TOULOUSE, MONTPELLIER**

**COOPERATIONS EN EUROPE**

**REGION MIDI-PYRENEES**

Tel sera le thème du prochain sommaire de la Revue trimestrielle de l'UGICT CGT SPECIAL OPTIONS.

Il s'inscrit dans le cadre d'une série de 4 numéros qui ont pour thème "le travail en révolutions".

Au travers d'enquêtes, de témoignages, de réflexions, de rencontres, il s'agit de montrer comment la région en France, comme en Espagne, est un élément décisif de la stratégie du capital dans la construction de l'Europe des régions, celle de la casse, de la mise en concurrence de nos atouts, de leur dilapidation par les grands groupes.

A l'opposé, notre démarche syndicale partant des besoins des populations, des régions pour construire les indispensables coopérations mutuellement avantageuses.

Ce numéro montrera au-delà des conceptions syndicales de chacun, ce qui est engagé avec les CCOO de Catalogne.

Quels enjeux nouveaux de coopérations sont aujourd'hui posés aux salariés ?

Un numéro à ne pas manquer, un outil précieux pour la réflexion et l'action.

Le Comité Régional propose de lui donner un large écho dans les entreprises de notre région et au-delà en:

1) créant les conditions d'une diffusion exceptionnelle de ce numéro dans chaque département en privilégiant en premier lieu les bases organisées de l'UGICT.

Déjà l'UD de la Haute-Garonne: objectif commande 1000 numéros.

2) en organisant, conjointement avec l'UGICT-CGT, la rédaction d'Options, la présentation de la Revue lors de sa sortie le 25 Novembre 1992, au Club de la Presse, devant de nombreux invités journalistes, militants de nos syndicats, personnalités en présence de Maité DEMONS, Secrétaire Générale de UGICT.CGT.

**SPECIAL OPTIONS – SOMMAIRE DU N° 41**  
**BARCELONE – TOULOUSE – MONTPELLIER**  
**COOPERATIONS EN EUROPE**  
**REGION MIDI-PYRENEES**

**EDITORIAL:** Maïté DEMONS, Secrétaire Générale de l'UGICT-CGT

**ECLAIRAGES:** Pierre TARTAKOWSKY, Rédacteur en Chef d'Options.

**BARCELONE:** Quel développement urbain après les Jeux Olympiques? Une projection sur un avenir d'"Euro-cité"/Vincent TARRATS, CCOO.

**TOULOUSE-MONTPELLIER:** Quelle ville capitale ?  
Une stratégie de mise en concurrence des cités/Gilbert MARTIN, journaliste.

**DOUANES:** Pour une douane moderne et efficace en 1993.  
De quelques problèmes créés en France par la disparition des frontières.../  
Jacques BOISSET, C.G.T.

**TRANSPORTS:** France/Espagne, quel développement du rail.  
Enjeux économiques, sociaux et écologiques/ Jean LAVIE, C.G.T.

**RURALITE:** D'une politique agricole à l'autre.  
Du pourquoi de la coordination paysanne/ Jacques LAIGNEAU.

**ROQUEFORT:** Des vers et du fromage.  
Dessous d'une formidable OPA dans l'agro-alimentaire/José BOVE.

**ENERGIE:** L'électricité Catalane en crise.  
Un secteur toujours en phase de concentration/ Joaquim CALLEJON, CCOO.

**E.D.F.-G.D.F.:** Bilan énergétique en Midi-Pyrénées.  
Autour de quels besoins coopérer ?/ Gilles CHINOUR C.G.T.

**FINANCES:** Caisses d'Epargne Catalane, privatisation. Modification des mécanismes de gestion du capital/ Ramon FABREGA SALA.

**TABLE RONDE:** Quelles coopérations syndicales ?  
Avec la participation de:

Paul LLORENS, Responsable du Secteur International de Commissions Ouvrières de Catalogne (CCOO),

de xxx, Responsable du Secteur de la Politique Sectorielle des CCOO.

de Robert BLANCO, Secrétaire Général UD CGT Haute-Garonne.

Robert SARCOS, Secrétaire Général de la Commission Départementale UGICT de la Haute-Garonne.

Animée par Pierre TARTAKOWSKY, Rédacteur en Chef d'Options.

**METEOROLOGIE:** Délocalisation et service public, un cas d'école.  
Critères d'utilité publique et luttes des personnels./ Emmanuel CELLHAY, C.G.T.

**AERONAUTIQUE:** L'emploi en vrille.

Comment reconstruire une politique répondant aux besoins/ Gérald VEYRIER,  
C.G.T.

**EUROPE:** Quelles coopérations dans l'aéronautique.  
Des équilibres à tenir entre coopération et domination./ Yves BIZE C.G.T.

**STRATEGIE:** Des ailes unitaires.  
Construction d'une pratique de lutte unitaire à l'entreprise/ Philippe  
BONNEFOUS, C.G.T.

**DIVERSIFICATION:** Du côté des Ingénieurs.  
Une analyse de travail syndical diversifié à l'Aérospatiale.

**ARMEMENT:** Chaque emploi compte.  
Enjeux Sociaux d'une politique de défense: emploi, diversification industrielle./  
Jean-Luc AMBROSINI, C.G.T.

**MODERNISATION:** La SEAT, Laboratoire Toyotiste de Wolsvagen.  
Interrogations sur une stratégie syndicale./ Joseph Carles VALLEJO CALDERON,  
CCOO.

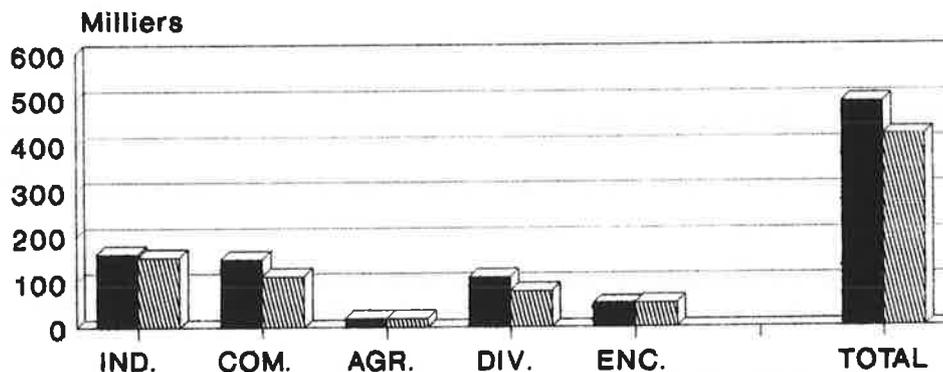
**CATALOGNE:** Quel syndicalisme pour les cadres?  
Du débat historique aux pratiques concrètes./ Angel CRESPO, CCOO.

**C.C.O.O.:** Un syndicat ouvert à la coopération.  
De la liberté syndicale en Espagne aux coopérations Internationales./ Paul  
LLORENS, CCOO.

**C.G.T.:** Coopérations, du neuf à construire.  
Dans l'entreprise et en Europe./ François CANEZIN. C.G.T.

## TOTAL REGIONAL PAR SECTIONS ELECTIONS PRUD'HOMALES

■ 1992    ▨ 1987



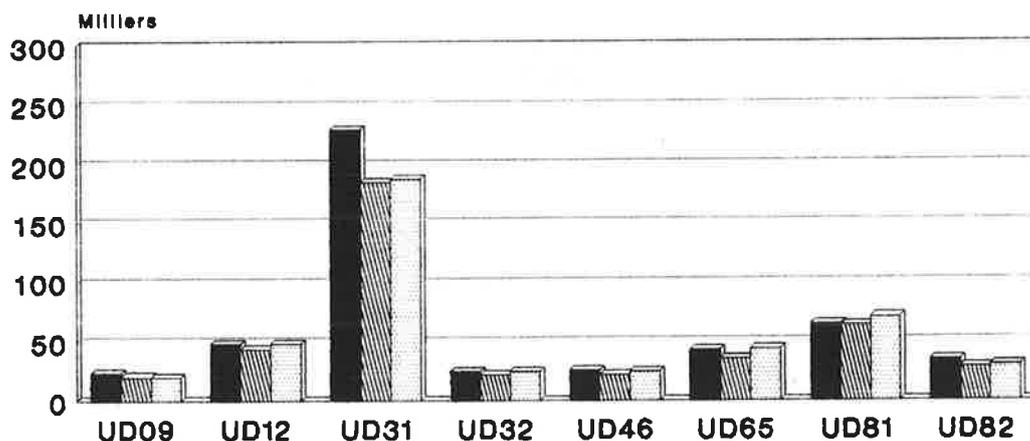
	IND.	COM.	AGR.	DIV.	ENC.	TOTAL
1992	161567	149697	20459	108941	51855	492519
1987	153958	112714	20419	79091	53625	419807
Différence	+7609	+36983	+40	+29850	-1770	+72711
% 92/87	+4,94	+32,81	+0,2	+37,74	-3,3	+17,32

Inscrits au 11/11/92

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées

## TOTAL INSCRITS PAR DEPARTEMENT ELECTIONS PRUD'HOMALES

■ 1992    ▨ 1987    □ 1982

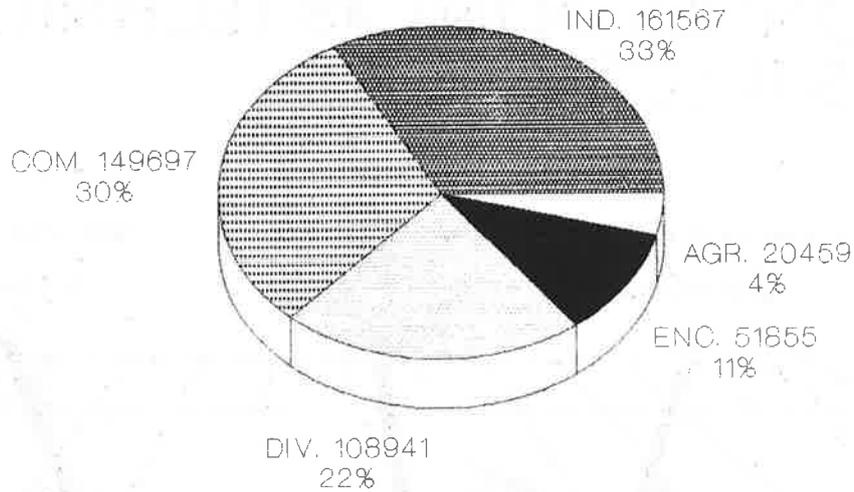


	UD09	UD12	UD31	UD32	UD46	UD65	UD81	UD82
1992	23,521	47,957	228,694	24,854	25,725	42,875	64,202	34,691
1987	20,644	43,334	184,814	21,608	22,132	35,719	63,648	27,909
1982	20,371	47,913	187,053	24,417	24,919	43,431	70,341	30,212

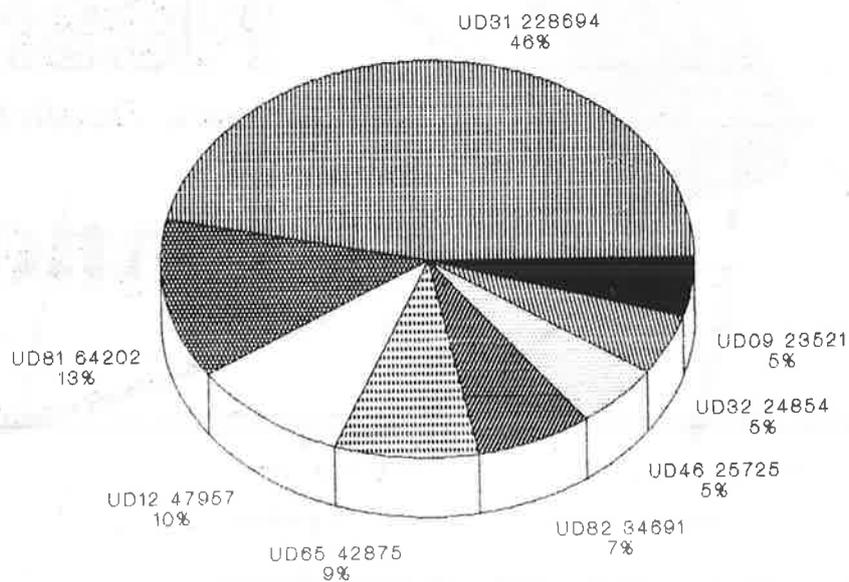
Inscrits au 11/11/92

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées

## MIDI-PYRENEES : TOTAL INSCRITS 1992 Répartition par Section (au 11/11/92)



## MIDI-PYRENEES : TOTAL INSCRITS 1992 Répartition par Département ( 11/11/92)



# STR C'EST

UN CAPITAL DE 5.476.800 F

UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 70 MF

106 PERSONNES DONT 48 TECHNICIENS  
RÉPARTIS SUR LE SECTEUR

#### STR AGEN

Z.A.C. Agen-Sud  
47000 **AGEN-SUD**  
Tél. : 53.66.60.67

#### STR PÉRIGUEUX

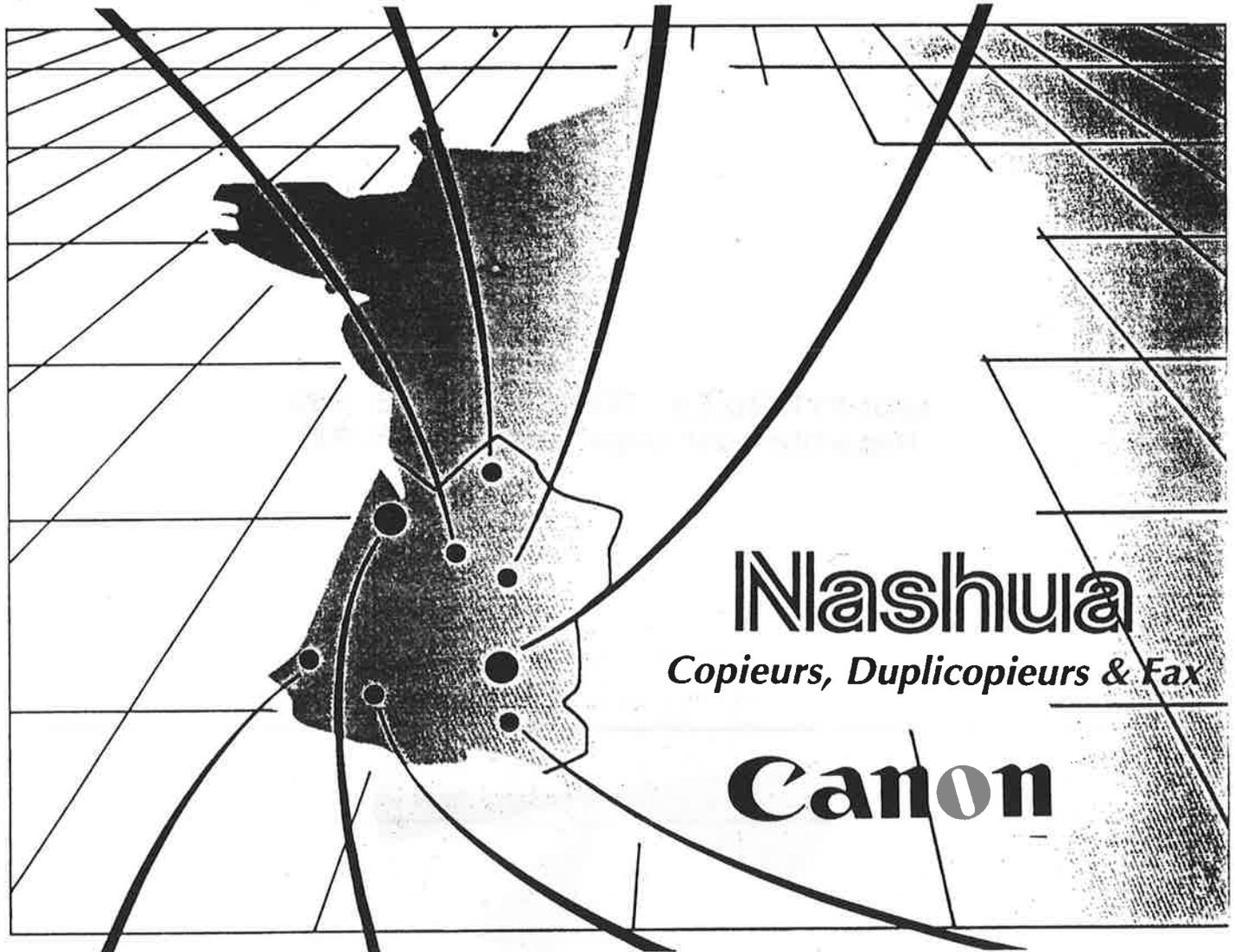
30, rue Romaine  
24000 **PÉRIGUEUX**  
Tél. : 53.09.07.54

#### STR MONTAUBAN

1 029, bd Blaise-Doumerc  
82000 **MONTAUBAN**  
Tél. : 63.66.42.77

#### STR TOULOUSE

7, rue Labouche - Z.I. de Thibaud  
31084 **TOULOUSE CEDEX**  
Tél. : 61.40.23.47



#### STR BAYONNE

Z.A.C. St-Frédéric  
64100 **BAYONNE**  
Tél. : 59.55.63.55

#### STR BORDEAUX

Rue Monge - Z.I. Canejan  
33600 **PESSAC**  
Tél. : 56.36.01.26

#### STR PAMIER

18, boulevard Delcassé - BP n° 16  
09100 **PAMIER**  
Tél. : 61.67.19.83

#### STR

34, rue Guymer  
64000 **PAU**  
Tél. : 59.62.60.62

STR est également présent à LA ROCHELLE, ANGOULEME, SAINTES, PAU, TARBES, ST-GAUDÈNS